



Président de la République du Cameroun

S.E.M. PAUL BIYA

**DISCOURS,
DÉCLARATIONS
ET MESSAGES.**

Volume 13/2023

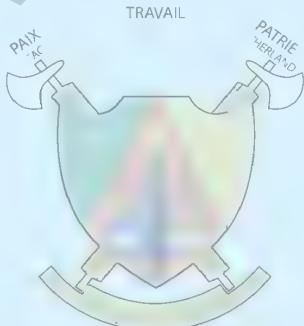


Président de la République du Cameroun

S.E.M. PAUL BIYA

DISCOURS, DÉCLARATIONS ET MESSAGES

Volume 13 / 2023



www.prc.cm

Sommaire

**Discours du Chef del'État
en réponse aux voeux du Corps Diplomatique
Yaoundé, le 06 janvier 2023**

5

**Message du Chef de l'État
57^{ème} Édition de la Fête de la Jeunesse
Yaoundé, le 10 février 2023**

11

**Discours du Chef de l'État
14^{ème} Édition de la journée de la communauté
économique et monétaire de l'Afrique
Centrale (CEMAC)
Yaoundé 16 mars 2023**

19

**Discours du Chef de l'État
15^{ème} Session ordinaire de la conférence
des Chefs d'État de la CEMAC
(Discours d'ouverture)
Yaoundé, le 17 mars 2023**

25

**Discours du Chef de l'État
15^{ème} Session ordinaire de la conférence
des Chefs d'État de la CEMAC
(Discours de clôture)
Yaoundé, le 17 mars 2023**

31

**Déclaration liminaire de S.E.M. Paul BIYA,
première séance plénière des travaux du
2^{ème} Sommet Russie-Afrique
Saint-Pétersbourg, le 28 juillet 2023**

37

**Declaration de S.E.M. Paul BIYA
78^{ème} Session de l'Assemblée Générale
des Nations 69 Unies Débat général
New York, le 19 au 26 septembre 2023**

43

**Message du Chef de l'État à la Nation
à l'occasion de la fin d'année 2023
et du Nouvel An 2024.**

Yaoundé, le 31 décembre 2023

BIOGRAPHIE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

INDEX

53

69

74



**DISCOURS DU CHEF DE L'ÉTAT
EN RÉPONSE AUX VOEUX DU CORPS DIPLOMATIQUE**

Yaoundé, le 06 janvier 2023



Les membres du Corps diplomatique

Monsieur le Doyen du Corps diplomatique,

Je tiens, avant toute chose, à vous remercier pour les propos aimables que vous venez de tenir à mon endroit, et à celui de mon pays.

Je me réjouis également de nos retrouvailles, deux années après notre dernière rencontre, en raison – vous pouvez le comprendre de la pandémie du COVID-19.

Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,

L'année 2022, qui vient de s'achever, a été principalement marquée par la persistance des effets néfastes de cette pandémie, et la survenance d'un conflit armé entre la Russie et l'Ukraine.

Ces deux faits majeurs continuent d'affecter profondément la stabilité de nos économies, plus particulièrement celles des pays en voie de développement, et tendent à accentuer les dysfonctionnements dans le commerce international.

Je voudrais ici rappeler que le Cameroun reste attaché au règlement pacifique des conflits par la voie du dialogue et de la négociation.

Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,

Au cours de l'année écoulée, le monde a continué à faire face à d'autres défis tout aussi préoccupants, notamment le terrorisme et l'extrémisme violent, les questions migratoires, les changements climatiques, pour ne citer que ceux-là.

C'est dans le cadre de la recherche de solutions à certains de ces défis, qui interpellent les pays africains, que j'ai plaidé, lors du récent Sommet Afrique/ Etats-Unis, pour la mise en place de mécanismes de financements plus cohérents et adaptés aux préoccupations du continent africain.

Je reste persuadé que la mise en place d'un véritable marché africain des capitaux permettra à l'Afrique de disposer d'outils adaptés au financement de son développement.

Je me félicite par ailleurs de ce que la récente Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP27 de Charm El-Cheikh en Egypte, ait mis en évidence la nécessité de soutenir, par des financements conséquents, les efforts d'adaptation des pays en voie de développement.

Il appartient désormais aux pays développés de respecter leurs engagements, en l'occurrence la constitution d'un fonds de 100 milliards de dollars en faveur des pays vulnérables, pour compenser les pertes et dommages qu'ils subissent du fait du dérèglement climatique.

La persistance des inégalités dans le commerce mondial constitue également l'un des sujets de préoccupation qui doit interpeller la communauté internationale. Les crises successives auxquelles sont confrontés les États ont mis en évidence l'interdépendance des économies et l'exigence de solidarité entre les Nations.

L'opérationnalisation de la Zone de Libre-Échange Continentale constitue à cet égard, une avancée significative dans le renforcement du commerce interafricain. Elle pourrait, à terme, contribuer à accroître la part de l'Afrique dans le commerce international, à travers une augmentation substantielle du volume des échanges avec ses partenaires étrangers.

Le Cameroun se félicite de compter parmi les sept premiers pays du continent qui expérimentent déjà l'exportation de certains produits, dans le cadre des mécanismes prévus par l'Accord sur la Zone de Libre-Echange Continentale.

Mesdames, Messieurs les membres du Corps diplomatique,

Comme je l'ai précédemment évoqué, de nombreuses crises sécuritaires perdurent dans le monde. L'Afrique, hélas, continue d'être le théâtre de plusieurs conflits armés.

Quelles que soient leurs formes ou les raisons invoquées pour les justifier, ces conflits constituent de véritables freins au développement, en même temps qu'ils affectent des populations innocentes.

Il revient, certes, à chaque État de prendre les mesures utiles et nécessaires pour développer la paix en son sein ou avec ses voisins.

Je voudrais toutefois plaider pour que la communauté internationale accorde un intérêt plus accru aux situations de crises et de conflits ayant pour théâtre le continent africain.

Monsieur le Doyen,
Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,

Le moment est maintenant venu pour moi de vous prier de bien vouloir transmettre aux hautes autorités que vous représentez, mes meilleurs voeux de prospérité pour l'année nouvelle.

A vous-mêmes et à vos familles respectives, j'adresse mes sincères souhaits de santé et de succès pour l'année 2023.

Vive la coopération internationale !

Vive la solidarité internationale !

Je vous remercie de votre attention.

www.prc.cm



**MESSAGE DU CHEF DE L'ÉTAT
57^{ÈME} ÉDITION DE LA FÊTE DE LA JEUNESSE**

Yaoundé, le 10 février 2023



Mes chers jeunes compatriotes

Au moment où je m'adresse à vous, je mesure les préoccupations légitimes qui sont les vôtres, dans un contexte international marqué par une succession de crises, dont les effets touchent la quasi-totalité des secteurs d'activités et n'épargnent aucun État.

Lors de mon récent message à la Nation, j'avais indiqué, à cet égard, que la vitesse d'exécution de certaines de nos politiques publiques se trouvait perturbée par ces chocs exogènes, mais aussi par la persistance de certaines menaces internes.

Il est clair que cet environnement, particulièrement contraignant, a pu relativement ralentir le rythme que nous avons souhaité impulser à notre développement. Je le déplore autant que vous. Je puis toutefois vous assurer que je n'ai jamais perdu de vue les objectifs que nous nous sommes fixés ensemble. Bâtir une Nation forte, une économie prospère, un pays fier, libre et uni dans sa diversité.

C'est une mission sacrée. C'est une mission à laquelle j'entends continuer à consacrer toute mon énergie, afin que chacun de vous ait l'opportunité de s'épanouir pleinement et de réaliser ses aspirations.

Ces dernières années, nous avons déployé des efforts méritoires et mobilisé d'importantes ressources financières pour relever les nombreux défis auxquels nous étions confrontés, aux plans sécuritaire, sanitaire, humanitaire, économique et financier.

Nous allons continuer dans cette voie. Résolument, je m'y engage.

Mes chers jeunes compatriotes,

Face aux crises multiples qui caractérisent le contexte actuel et aux difficultés qui en découlent, il est normal que, comme les jeunes du monde entier, vous puissiez vous sentir quelque peu désorientés. Il est normal que vous soyez tentés de vous laisser gagner par le doute, par la peur du lendemain.

N'en faites rien. Ne baissez surtout pas les bras. Au contraire. Armez-vous de votre intelligence, de votre sagesse, de votre détermination, de vos compétences et de vos talents pour relever les défis du présent et du futur.

Armez-vous de votre intelligence, de votre sagesse, de votre détermination, de vos compétences et de vos talents pour relever les défis du présent et du futur.

L'éducation, j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire, est à cet égard incontournable. A quoi vous servirait-il d'être talentueux si vous n'êtes pas organisé ? A quoi vous servirait-il d'être intelligent si vous vous découragez face à la première difficulté ?

Vous devez donc continuer à vous éduquer. Vous devez également continuer à cultiver le goût de la discipline et de l'effort, tout en vous laissant guider par les vertus de la créativité et de l'audace.

Pour ma part, je continuerai à consentir les efforts nécessaires pour créer, avec le Gouvernement et les autres partenaires sociaux, un environnement propice à votre éducation, mais aussi à votre intégration professionnelle et à votre plein épanouissement.

A cet effet, j'accorderai, comme par le passé, la priorité au développement de notre système éducatif, tout en mettant davantage l'accent sur la professionnalisation.

Ainsi que vous pouvez le constater, notre carte scolaire et universitaire ne cesse de se densifier, avec la création de nouveaux établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

En marge du système éducatif classique, le Gouvernement a créé des centres de formation professionnelle d'excellence dans plusieurs localités de notre pays. Leur mise en place va se poursuivre et s'étendra sur l'ensemble du territoire national.

Un vaste programme de transformation des SAR-SM en Centres de formation aux métiers a été lancé, avec l'opérationnalisation du Centre de Nkongsamba.

Tous ces efforts visent à vous assurer la meilleure formation possible, afin de vous rendre compétitifs et capables, non seulement de saisir les opportunités d'emploi qui s'offrent à vous, tant au niveau local qu'international, mais surtout de devenir de véritables auto-entrepreneurs.

Mes chers jeunes compatriotes,

Dans le souci de favoriser votre insertion dans le marché de l'emploi, l'État mène des actions qui visent à promouvoir la culture entrepreneuriale, nécessaire à l'autonomisation de la population jeune. C'est le sens du Plan Triennal Spécial Jeunes, que j'ai prescrit en 2016.

Ce mécanisme a déjà permis de financer plus de 11 mille projets en faveur des jeunes et généré près de 35 mille emplois directs, pour un coût global d'environ 20 milliards de FCFA.

Pour donner une impulsion à ce dispositif, j'ai instruit le Gouvernement d'accélérer la mise sur pied du Fonds de Garantie aux Jeunes Entrepreneurs, en y intégrant un guichet spécial dédié au financement des projets des jeunes de la diaspora camerounaise.

Dans ma récente adresse à la Nation, j'ai annoncé le démarrage ou la poursuite de nombreux projets dans divers secteurs, notamment les infrastructures, l'énergie, les mines. Il s'agit là de niches d'emplois que je vous invite à exploiter.

Nous allons résolument poursuivre nos efforts en faveur de la relance et de la diversification de notre économie, ce qui ne manquera pas de créer de nouvelles opportunités d'emplois pour notre jeunesse.

Mais je me dois de le rappeler. Il est évident que ni l'État, ni les entreprises existantes du secteur privé, ne peuvent à eux seuls absorber le volume de jeunes issus chaque année du système éducatif classique.

C'est pour cette raison que je vous demande, une fois de plus, de vous tourner également vers l'auto-emploi, en saisissant les opportunités qui s'offrent à vous dans les domaines tels que l'agriculture, l'artisanat ou l'économie numérique.

C'est assurément l'une des voies les plus indiquées pour résorber le chômage des jeunes.

Mes chers jeunes compatriotes,

En dépit d'un contexte difficile, l'État fait tout ce qui est en son pouvoir pour créer les conditions d'une meilleure insertion socio-professionnelle de notre jeunesse.

Certes, il est nécessaire d'intensifier nos efforts pour qu'une masse significative de jeunes accède au monde de l'emploi. Nous sommes déterminés à atteindre ce but. Et nous y parviendrons.

Je vous invite donc à ne pas céder au découragement, qui pousse certains d'entre vous sur les chemins périlleux de l'immigration clandestine, ou vers le mirage de solutions faciles qui ne conduisent qu'à des impasses.

De même, je vous exhorte à vous détourner des comportements déviants, qui prennent de l'ampleur dans notre société.

C'est malheureusement le cas en milieu scolaire où l'incivisme, la consommation des stupéfiants, les agressions diverses et bien d'autres dérives, sont de plus en plus récurrents.

De tels agissements sont à proscrire, car ils ne peuvent vous profiter.

Il faut également éviter de céder à la tentation de chercher refuge dans le monde virtuel, avec l'usage abusif d'Internet et des plateformes numériques, au risque de vous couper des réalités.

Conscient de ces dangers, j'ai prescrit au Gouvernement d'élaborer une charte visant à garantir la protection des enfants sur Internet dans notre pays.

Mes chers jeunes compatriotes,

Je tiens cependant à vous encourager à vivre au rythme de votre temps et à tirer avantage du développement numérique et technologique pour améliorer, dans le monde réel, vos conditions de vie et celles de vos compatriotes. logique pour améliorer, dans le monde réel, vos conditions de vie et celles de vos compatriotes.

Je vous demande de ne pas désespérer de votre pays et d'avoir foi en l'avenir. Les difficultés existeront toujours dans la vie des êtres humains. Mais, elles sont faites pour être affrontées, avec courage et détermination.

Je serai toujours à vos côtés dans ce combat saluaire. Celui de la réalisation de vos aspirations au progrès et à la modernité. C'est un combat que nous ne pouvons pas envisager de perdre.Je sais pouvoir compter sur vous. Vous pouvez compter sur moi.

Je vous souhaite, à toutes et à tous, une joyeuse fête de la jeunesse.-



DISCOURS DU CHEF DE L'ÉTAT

14^{ÈME} ÉDITION DE LA JOURNÉE DE LA
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE ET MONETAIRE DE
L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)

DISCOURS DE S.E.M. PAUL BIYA, PRÉSIDENT
DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PRÉSIDENT EN EXERCICE DE LA CONFÉRENCE
DES CHEFS D'ÉTATS DE LA CEMAC.

Lu par Monsieur AYANG Luc
Président du Conseil Economique et Social

Yaoundé 16 mars 2023



Réforme du franc CFA: La CEMAC poursuit la réflexion sur la réforme du franc CFA

***Excellences, Messieurs les Chefs d'état de la CEMAC,
Peuples de la CEMAC,***

Nous célébrons ce 16 mars 2023, la 14e édition de la Journée de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

Cet important évènement traduit notre quête constante d'un idéal communautaire autour du vivre-ensemble. Il offre aux États membres de la CEMAC l'occasion de marquer un temps d'arrêt et de dresser un bilan, afin d'envisager les perspectives de leurs actions communes en faveur d'un développement économique et social inclusif.

Au plan international, l'économie mondiale continue de faire face à de nombreux chocs. Après la pandémie du COVID-19, la crise géopolitique entre la Russie et l'Ukraine a entraîné de fortes pressions sur les prix des produits énergétiques et alimentaires.

Comme vous le savez, notre sous-région n'a pas été épargnée.

Ces chocs ont compromis les efforts de relance économique entrepris par nos États. Toutefois, ils poursuivent résolument la mise en oeuvre des différentes réformes économiques et financières qu'ils ont adoptées, avec un accent sur la maîtrise de l'inflation et la diversification économique.

Notre taux de croissance est estimé à 1,7% en 2021 et à 2,9% en 2022. Les efforts de consolidation budgétaire produisent des résultats appréciables. Les soldes budgétaires et de notre compte courant extérieur s'améliorent progressivement.

Les leçons tirées des nombreuses contraintes économiques et financières qui s'imposent à notre sous-région ces dernières années, nous invitent à relever le défi de la transformation structurelle de nos économies.

Cette démarche urgente et importante pourra nous permettre de réduire substantiellement le déficit de notre balance commerciale et notre exposition aux chocs extérieurs. La politique d'import-substitution est une bonne option pour l'atteinte de ces objectifs.

Dans la perspective de l'émergence de notre Communauté, disposer d'une ressource humaine en bonne santé, bien formée dans diverses disciplines et adaptées aux besoins du marché de l'emploi et du développement de notre sous-région, constitue également un défi majeur à relever. En effet, le capital humain constitue aujourd'hui une clé de voûte du développement que nous souhaitons pour nos peuples.

D'où le choix du thème de la présente édition : « *Valoriser le capital humain pour une CEMAC émergente* ».

Au regard de multiples menaces socio-économiques qui pèsent sur nos États, ce thème interpelle l'ensemble des acteurs du développement. L'émergence de notre sous-région dépendra de notre mobilisation collective.

***Messieurs les Chefs d'État de la CEMAC,
Peuples de la CEMAC,***

Le capital humain s'entend comme l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique. Il s'agit d'un bien immatériel indispensable au progrès et un facteur essentiel de la productivité, de l'innovation et de l'employabilité.

Notre Communauté doit poursuivre ses efforts en matière de développement de son capital humain. C'est le lieu de relever que, sur les douze institutions spécialisées et agences d'exécution de la CEMAC, cinq oeuvrent à la formation des ressources humaines.

De même, l'on peut noter la mise en place du programme de construction de l'Espace CEMAC de l'Enseignement Supérieur, de la recherche et de la formation professionnelle (ESRFP). L'objectif est de moderniser et adapter l'enseignement supérieur en zone cemac aux nouvelles exigences du marché de l'emploi, qui est très compétitif et dynamique.

Relevons également que le capital humain constitue un point d'ancre de la 2^e phase (2021-2025) de notre Programme des Réformes Economiques et Financières de la CEMAC (PREFCEMAC), en cours d'exécution.

Vous l'aurez certainement constaté, plusieurs actions sont entreprises par notre Communauté en faveur du développement du capital humain.

Nos universités et nos institutions d'enseignement supérieur doivent chercher à occuper les premiers rangs dans les divers classements internationaux, si nous voulons gagner le combat de l'excellence en matière de formation.

***Messieurs les Chefs d'État de la CEMAC,
Mesdames et Messieurs,***

Le développement du capital humain doit constituer une opportunité pour nos pays. Il s'agit de réécrire le contrat social et de libérer le vaste potentiel de croissance de notre sous-région.

Dans cette optique, nous devons mettre un accent particulier sur tout ce qui concourt à l'amélioration du cadre de vie de nos populations.

Les meilleures offres de formation adaptées aux besoins de l'emploi doivent être accessibles à tous.

Pour cela, j'exhorté les gouvernements des États membres à s'appropter et à approfondir la réflexion, afin d'entreprendre des actions idoines au profit du développement du capital humain.

C'est le gage d'une croissance économique inclusive et durable.

Je ne saurais terminer sans remercier nos partenaires techniques et financiers pour leur sollicitude constante au bénéfice de notre Communauté en quête d'émergence.

***Excellences, Messieurs les Chefs d'État de la CEMAC,
Peuples de la CEMAC,***

J'ai la conviction qu'au-delà de la dimension commémorative, la présente édition de la Journée de la CEMAC servira de plateforme de réflexion sur les défis de développement durable auxquels la sous région Afrique Centrale est confrontée.

C'est sur cette note d'espoir que je souhaite plein succès aux activités marquant la célébration de la 14e édition de la Journée de la CEMAC.

Vive la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale !

Vive l'intégration sous-régionale !



DISCOURS DU CHEF DE L'ÉTAT

15ÈME SESSION ORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT DE LA CEMAC

DISCOURS D'OUVERTURE DE S.E.M. PAUL BIYA,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
DU CAMEROUN, CHEF DE L'ÉTAT,
PRESIDENT EN EXERCICE DE LA CONFÉRENCE DES
CHEFS D'ETATS DE LA CEMAC.

Yaoundé, le 17 mars 2023



Feuille de route vers l'émergence économique et sociale

**Messieurs les Chefs d'état de la CEMAC,
Chers Frères,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,**

Je suis très heureux de vous accueillir de nouveau à Yaoundé, dans le cadre de la Conférence des Chefs d'État de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Celle-ci se tient pour la première fois en présentiel depuis novembre 2019, en raison – comme vous le savez – de la survenue de la pandémie du Coronavirus.

Au nom du peuple camerounais et en mon nom personnel, je vous souhaite, ainsi qu'aux délégations qui vous accompagnent, une chaleureuse bienvenue et un agréable séjour au Cameroun.

Votre présence à ces assises témoigne de notre volonté commune de voir se renforcer davantage les liens de solidarité, de fraternité et de coopération qui existent entre les États et les peuples de la CEMAC. Je forme le voeu que nos travaux soient marqués du sceau du succès qui a toujours caractérisé nos rencontres.

Messieurs les Chefs d'État, Chers Frères,

Les défis qui nous interpellent dans notre marche vers l'intégration de nos pays sont nombreux et variés. Le monde change. La CEMAC ne saurait rester en marge de ce mouvement.

Comme vous le savez, le monde est devenu un village planétaire. Les distances ne constituent plus un obstacle, les interconnexions s'entre-mêlent et nous sommes tous devenus dépendants les uns des autres.

La guerre en Ukraine, avec la flambée des prix des denrées alimentaires et énergétiques qu'elle a entraînée, les vagues successives du

COVID-19, avec ses répercussions sociales et économiques négatives partout dans le monde, sont là pour le démontrer avec la flambée des prix des denrées alimentaires et énergétiques qu'elle a entraînée, les vagues successives du COVID-19, avec ses répercussions sociales et économiques négatives partout dans le monde, sont là pour le démontrer.

La pertinence des réformes structurelles que nous avons entreprises dans le cadre du Programme des Réformes Economiques et Financières de la CEMAC (PREF-CEMAC) trouve sa justification dans notre prise de conscience des mutations profondes en cours dans le monde et dans notre sous-région.

Cette rencontre nous offre l'occasion d'examiner entre autres l'état de mise en oeuvre de ce Programme qui, je le rappelle, est, selon les experts, la voie à suivre pour consolider la vitalité économique de notre sous région. Elle nous permettra également d'aborder les conséquences de la guerre russo-ukrainienne sur nos économies, mais aussi la rationalisation des deux communautés régionales économiques de l'Afrique Centrale, pour ne citer que ces points-là.

En effet, notre volonté commune de promouvoir, de façon cohérente, le développement économique et social de nos pays, a fait apparaître la nécessité de la fusion de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et de la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). Il en est de même de la réforme de certaines institutions communautaires, notamment la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC), ou de la fusion des deux Bourses de la sous-région.

Messieurs les Chefs d'état, Chers Frères,

Le bien-être de nos peuples frères passe aussi par une intégration harmonieuse de nos économies nationales à travers la réalisation de nos projets structurants et intégrateurs.

A cet effet, il nous faudra mettre l'accent sur la mise en oeuvre de notre Programme Economique Régional de deuxième génération. Ce programme s'articule autour d'un portefeuille de douze projets intégrateurs prioritaires, susceptibles d'accélérer l'intégration physique et commerciale de la CEMAC. Il nous faudra également accélérer la mise en circulation du passeport biométrique CEMAC. Toutes ces actions vont favoriser un meilleur maillage de nos États, une circulation accrue des hommes et des biens, ainsi qu'une amélioration de la performance de nos économies.

Mais, tout cela ne saurait se réaliser sans la paix et la sécurité à l'intérieur de nos frontières nationales et sous-régionales.

L'une des menaces qui pèsent sur le développement de la CEMAC est bien entendu l'insécurité, causée par des groupes armés internes et transfrontières qui infestent notre sous-région. Leurs activités sont d'autant plus pernicieuses que l'une de leurs attaques a couté la vie à notre regretté frère, le Président Idriss DEBY ITNO. Elles obligent nos États à consentir d'énormes sacrifices en termes de dépenses de sécurité.

Des progrès considérables sont enregistrés ça et là.

Mais nous ne devons pas baisser la garde, ni réduire nos efforts. C'est le cas en ce qui concerne par exemple la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram.

Nous devons rester fidèles à nos engagements nationaux et communautaires pour que la paix et le progrès reprennent droit de cité dans nos pays et dans notre sous-région. Pour cela, la solidarité doit être le maître-mot.

***Messieurs les Chefs d'État, Chers Frères,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,***

En réitérant mes voeux de plein succès à ces assises, je déclare ouverts les travaux de la 15e Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'État de la CEMAC.

Vive la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale.

Vive la coopération régionale.

Je vous remercie.



DISCOURS DU CHEF DE L'ÉTAT

15^{ÈME} SESSION ORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT DE LA CEMAC

**DISCOURS DE CLÔTURE DE S.E.M. PAUL BIYA,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
DU CAMEROUN, CHEF DE L'ÉTAT,**

**PRÉSIDENT EN EXERCICE DE LA CONFÉRENCE
DES CHEFS D'ÉTATS DE LA CEMAC.**

Yaoundé, le 17 mars 2023



**Messieurs les Chefs d'État de la CEMAC, Chers Frères,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,**

C'est avec un réel plaisir que je prends de nouveau la parole devant vous ce soir pour clore nos délibérations de ce jour.

Ce plaisir est d'autant plus justifié que ces assises ont abouti à des résolutions susceptibles de produire des effets positifs qui seront immédiatement perceptibles par nos populations.

Tout au long des travaux, j'ai pu apprécier notre volonté commune de privilégier les intérêts de la Communauté.

Ainsi, nous avons progressé dans la recherche de l'efficacité de nos institutions communautaires.

Nous avons évolué en ce qui concerne les mesures à prendre pour assurer la poursuite du Programme des Réformes Economiques et Financières de la CEMAC, la consolidation de notre union monétaire, le renforcement de nos politiques structurelles, et l'amélioration du fonctionnement de nos institutions communautaires.

Bref, nous avons pu mesurer les avancées enregistrées et les efforts qui restent encore à faire. Les avancées constatées dans le cadre de l'intégration de nos économies augurent des perspectives encourageantes.

Il y a lieu d'être persuadé que notre Communauté est capable de jouer son rôle dans la rationalisation de l'exploitation commune de nos immenses ressources.

**Messieurs les Chefs d'état de la CEMAC,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

Durant la présidence du Cameroun à la tête de notre Organisation commune, notre action est restée, malgré les contraintes exogènes, centrée sur la poursuite de nos objectifs d'intégration.

Des étapes significatives ont été franchies, car la construction communautaire est un processus long. Je reste optimiste quant à sa mise en place progressive.

C'est le lieu pour moi de vous remercier tous, Chefs d'État et peuples de la CEMAC, pour le soutien que vous m'avez apporté tout au long de mon mandat, ainsi que pour votre confiance.

Je tiens aussi à remercier tous nos partenaires au développement qui nous ont accompagnés dans la réalisation des objectifs que nous nous sommes assignés au sein de la CEMAC.

Et j'adresse de vives félicitations au Président de la Commission de la CEMAC, ainsi qu'aux dirigeants de toutes nos institutions communautaires qui n'épargnent aucun effort pour assurer la bonne marche de celles-ci.

Je salue enfin le dynamisme de tous ceux qui ont contribué directement ou indirectement aux préparatifs et au bon déroulement de ce Sommet.

Au moment où je passe le témoin à notre Frère, le Président Faustin-Archange TOUADERA, à la présidence de la Conférence des Chefs d'État de la CEMAC, je voudrais lui exprimer notre confiance et notre disponibilité à collaborer avec lui, pour le progrès de notre Communauté et dans l'intérêt de nos peuples frères.

Je suis persuadé que sous son impulsion, notre Communauté remportera de nouvelles victoires sur le chemin de son intégration et de son émergence économique.

En souhaitant, à toutes les délégations, un bon retour dans leurs pays respectifs, je déclare clos, les travaux de la 15^e Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'État de la CEMAC.

Je vous remercie de votre attention.

www.prc.cm



**DÉCLARATION LIMINAIRE DU PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE, PAUL BIYA,**

**PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE
DES TRAVAUX DU 2^{ÈME} SOMMET
RUSSIE-AFRIQUE**

Saint-Pétersbourg, le 28 juillet 2023



S.E.M. Paul Biya et Monsieur le Président de la Fédération de Russie,

Monsieur le Président de la Fédération de Russie,

Permettez-moi, tout d'abord, d'exprimer les remerciements de la délégation qui m'accompagne et les miens propres pour l'accueil chaleureux, fraternel qui nous a été réservé dans cette belle cité.

Je voudrais en même temps exprimer la gratitude de l'Afrique et du Cameroun en particulier, pour ce Sommet qui permettra assurément de renforcer la coopération entre l'Afrique et la Fédération de Russie.

Certaines personnes sont peut-être un peu étonnées de l'intérêt que la Fédération de Russie marque pour l'Afrique. Mais cet intérêt est ancien ! Je dois rappeler, et tout le monde le sait, que dans les années 1960, pendant que l'Afrique luttait pour accéder à la souveraineté, la Russie a apporté à l'Afrique et à sa lutte, un appui sincère et efficace. Nous voulons une fois encore remercier ce grand pays.

Le Forum d'aujourd'hui est la continuation de cette coopération qui a été bénéfique pour l'Afrique.

Aujourd'hui, le monde est confronté à beaucoup de problèmes : la sécheresse, la crise, sans parler du Covid-19 qui a fait des ravages. Aujourd'hui, nous avons d'autres problèmes : l'inflation galopante...

Devant ces multiples problèmes, nous faisons appel à la collaboration que nous a toujours apportée la Fédération de Russie. Nos délibérations nous aideront à trouver des solutions à nos problèmes.

Je peux évoquer ici quelques-uns de ces problèmes. L'Afrique qui compte plus d'un milliard d'habitants est sous représentée dans les organisations internationales ; je parlerai notamment de l'ONU. Nous comptons sur l'appui de la Russie pour corriger cette défectuosité.

Nous voulons également dire que les problèmes de développement dans nos pays sont énormes, aggravés par les crises. Nous souhaitons que la Fédération de Russie, comme par le passé, continue à nous soutenir pour trouver des fonds pour investir. Nous souhaitons, par exemple, que l'on demande au FMI de refaire une émission de DTS pour accroître les financements des économies du Tiers-monde et de l'Afrique en particulier.

Nous allons également évoquer les problèmes de sécurité, du terrorisme. Nous remercions la Russie pour l'aide qu'elle apporte à beaucoup de pays pour vaincre le terrorisme.

Bref, l'Afrique est confrontée à tous les problèmes modernes et nous pensons que cette réunion nous permettra d'avancer dans la recherche de solutions.

Je ne voudrais pas passer en revue tous les problèmes que l'Afrique connaît. Mais je voudrais saisir cette occasion pour remercier la Fédération de Russie pour tout ce qu'elle a fait pour aider l'Afrique à promouvoir les progrès économiques et humanitaires.

Nous avons des étudiants dans des universités, des académies russes qui font de bonnes études.

Nous voudrons remercier la Fédération de Russie pour toutes ces aides et souhaitons qu'à l'issue de nos travaux, que la coopération entre la Fédération de Russie et l'Afrique aille en s'accroissant.

Merci !

www.prc.cm



**DECLARATION DE S.E.M. PAUL BIYA,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
DU CAMEROUN.**

**78^{ÈME} SESSION DE L'ASSEMBLEE
GENÉRALE DES NATIONS UNIES**

Débat général (Du 19 au 26 septembre 2023)

Thème : « Rétablir la confiance et raviver la solidarité : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses Objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tous »

*Lu par le Ministre des Relations Extérieures
de la République du Cameroun.*

New York, le 26 septembre 2023



78^e Session Ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'état et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégations,
Distingués Délégués.
Excellences Mesdames et Messieurs,**

Le Président de la République du Cameroun, S.E. Paul Biya, m'a fait l'honneur de Le représenter aux travaux de la 78ème Session de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies et m'a instruit de délivrer, en Son Nom, l'Allocution qui suit : je cite

Permettez-moi de prime abord, d'adresser les chaleureuses félicitations du Cameroun à Monsieur Dennis Francis, suite à son élection à la présidence de la présente session. Sa longue expérience dans la diplomatie multilatérale et ses éminentes qualités humaines nous permettent de croire qu'il saura conduire nos travaux avec efficacité et succès.

Je voudrais dès lors, l'assurer du soutien de mon pays dans l'accomplissement de son honorable mission.

Je saisirai cette occasion pour féliciter également son prédécesseur, l'Ambassadeur CSABA KOROSI, qui a oeuvré à la préparation des nombreuses réunions de haut niveau, dont l'examen au cours de la 78ème session engage notre futur. Qu'il veuille bien trouver ici toute la reconnaissance du Cameroun.

Il me plaît par ailleurs de redire, à Monsieur le Secrétaire Général, Antonio GUTERRES, toute mon appréciation des résultats obtenus jusqu'ici dans l'exercice de ses hautes et délicates fonctions. Je lui renouvelle plein soutien du Cameroun aux efforts qu'il déploie afin que notre Organisation commune relève efficacement les multiples défis auxquels le monde est confronté.

Enfin, du haut de cette tribune, je voudrais réitérer le soutien et la solidarité du Cameroun aux Gouvernements et aux Peuples respectifs du Royaume du Maroc et de la République de Libye, suite aux récentes catastrophes naturelles dont ils ont été victimes et qui ont occasionné de très lourde perte matérielle et en vies humaines.

***Monsieur le Président,
Excellences, Mesdames, Messieurs,***

Le thème général choisi pour le débat de la présente session s'intitule ***«Rétablissement la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action sur l'Agenda 2030 et ses Objectifs de développement Durable dans la paix, la prospérité, le progrès pour tous».*** La pertinence de ce thème n'est plus à démontrer.

En effet, cette 78^{ème} session se tient dans un contexte où les tensions et les rivalités géopolitiques se renforcent, mettant en péril la paix, le développement économique, social et culturel dans de nombreux pays, en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, et en Europe.

C'est le cas notamment en Ukraine, dans les régions du Sahel, des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique.

Ces situations viennent fragiliser les nombreux efforts consentis pour surmonter la pandémie de Covid-19, renouer avec la croissance et le développement, et lutter efficacement contre les changements climatiques.

Fort heureusement, on peut se féliciter de ce que la communauté internationale s'est mobilisée pour parvenir à un consensus autour de certains enjeux majeurs. C'est le cas de l'Accord de Paris sur le climat ; c'est aussi le cas de la grande entente sur le programme de développement durable que nous avons lancé ensemble et ici même, en 2015, assorti du programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement. Plus récemment encore, nous avons adopté la

Convention-Cadre d'Ottawa ainsi que l'Accord sur la biodiversité marine.

C'est dans cette même dynamique que l'Afrique met progressivement en oeuvre son Agenda 2063 et l'Accord sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine, afin de promouvoir une Afrique unie, une Afrique de paix, une Afrique de sécurité, une Afrique de bonne gouvernance, une Afrique de prospérité partagée, une Afrique appelée à jouer un rôle majeur dans les relations Afrique appelée à jouer un rôle majeur dans les relations internationales à l'horizon 2063.

Malgré tous ces efforts, les résultats attendus tardent encore à être visibles. Qu'est-ce qui pourrait expliquer une telle situation ?

Monsieur le Président,

Entre autres raisons, il convient de reconnaître que l'action n'a pas toujours suivi la parole donnée. A titre d'illustration, je voudrais évoquer la mobilisation insuffisante des moyens pour la mise en oeuvre des ODD, ou la non atteinte de l'objectif 0,7% fixé pour l'aide publique au développement malgré les promesses faites voici bientôt 50 ans.

Reconnaissons également que, parfois, les moyens mobilisés l'ont été soit en retard, soit distribués de manière parcimonieuse, du fait des conditionnalités.

Parfois encore, c'est la timidité de la volonté politique qui est mise en cause, lorsqu'elle n'est tout simplement pas absente ou altérée par les considérations égoïstes, qui prennent parfois le pas sur l'intérêt général et la solidarité agissante entre les peuples et les nations.

Enfin, les outils, mécanismes, institutions et schémas mis en place au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale pour promouvoir la paix, la sécurité, le développement économique et social, ne sont plus

aussi performants et pertinents, en raison de la diversité et de la complexité des réalités nouvelles du monde.

Monsieur le Président, que pouvons-nous envisager maintenant ?

D'abord, un sursaut d'orgueil, un dépassement de soi et une volonté politique nouvelle s'imposent, tout comme une conscience nouvelle : celle qui met l'accent sur la primauté de l'intérêt général ; celle où la Science est mise au service de l'humanité entière en vue d'assurer le bien-être de chacun et de tous, dans des domaines importants comme la paix, la sécurité, la santé, ou encore le développement économique, social et culturel.

A cet égard, nous devons véritablement fonder notre action sur la Charte de notre Organisation, ses idéaux, ses principes et ses objectifs.

Nous devons résoudre les conflits par le dialogue et la concertation.

Nous devons promouvoir un pacte pour une architecture financière mondiale rénovée.

Nous devons oeuvrer sans relâche, à l'avènement d'un véritable développement global équitable, qui permette à toutes les régions du monde d'aspirer à la prospérité et à la croissance. Telle est, en tout cas, l'ambition de l'Afrique, à travers l'Agenda 2063 et l'établissement d'une Zone de Libre-Echange Continentale, dont les résultats sont attendus dans des domaines comme la recherche, la science, la technologie, l'énergie, les infrastructures, les communications et télécommunications, l'agriculture et l'alimentation, la dette, le financement du climat et du développement en général.

Nous devons enfin agir ensemble pour une réforme du Conseil de Sécurité en vue de donner aux pays du Sud, et en particulier à l'Afrique, une représentation permanente et équitable.

En effet, il est à souligner que l'Afrique, en plus d'être sousreprésentée au Conseil, est le seul continent à ne pas disposer d'une présence permanente au sein de cet Organe, alors que deux tiers de ses activités lui sont consacrés. Il s'agit là, à vrai dire, d'une injustice qu'il convient de corriger.

C'est pourquoi nous réaffirmons notre soutien au consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte, en réclamant 2 postes permanents et 3 postes non-permanents supplémentaires pour l'Afrique au Conseil de Sécurité.

***Monsieur le Président,
Excellences, Mesdames, Messieurs,***

Le Cameroun est, quant à lui, résolu à tenir ses engagements, dans le cadre des divers cercles de solidarité auxquels il appartient.

Il a, ainsi été l'un des premiers pays à ratifier l'Accord de Paris sur le climat et, en rapport avec les autres membres du Bassin forestier du Congo, oeuvre activement à la recherche de solutions aux dérèglements climatiques.

Le Cameroun est aussi l'un des pionniers dans l'opérationnalisation de l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale, et a engagé un plan de mise en oeuvre des ODD et de l'Agenda 2063, grâce à l'adoption d'une Stratégie Nationale de Développement, la SND 2030, destinée à en faire un pays émergent à l'horizon 2035.

Il a également adopté l'ensemble des réformes nécessaires pour la promotion du développement économique et social durable, la bonne gouvernance axée sur la décentralisation, afin de permettre à tous les citoyens de participer pleinement aux affaires de leur pays.

Sur le plan sécuritaire, la lutte contre Boko Haram se poursuit activement, de concert avec les pays membres de la Force Multinationale Mixte de la Commission du Bassin du Lac Tchad. Les résultats de ces efforts sont déjà observables sur le terrain, même si des efforts supplémentaires devraient être consentis.

Dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en particulier, la paix et la stabilité reviennent progressivement, grâce aux actions diligentes du Gouvernement suite aux recommandations du Grand Dialogue National et ce, en dépit des cas épisodiques de violence ou de prise d'otages avec demande de rançons, orchestrées par les séparatistes.

La mise en oeuvre effective, par le Gouvernement, du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement, ainsi que l'opérationnalisation des Centres de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (DDR), permettent d'envisager avec sérénité le de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (DDR), permettent d'envisager avec sérénité le retour durable de la paix et de la stabilité, et la relance des activités économiques et de développement dans les deux Régions. Ces efforts ne seront certainement pas vains.

Nous saissons cette occasion pour remercier une fois de plus nos partenaires bilatéraux et multilatéraux qui continuent à contribuer à l'amélioration de la situation, à travers leurs soutiens aux différents plans mis en place par le Gouvernement. Leur assistance précieuse dans la lutte contre le financement des activités de déstabilisation dans ces deux régions est également appréciée du Gouvernement, qui maintient sa main tendue à ceux qui ont pris les armes et les appelle à les déposer.

***Monsieur le Président,
Excellences, Mesdames et Messieurs,***

Le monde est en pleine mutation. Il nous revient, dès lors, de prendre les décisions et les orientations adéquates pour le rendre meilleur, pour le bien-être de nos populations. Nous pouvons y arriver, pour autant que nous puissions renforcer notre solidarité afin de relever ensemble nos défis communs.

En cette ère du numérique et de l'intelligence artificielle, nous avons entre nos mains des outils prodigieux. S'ils sont utilisés à bon escient, ils peuvent nous permettre d'atteindre les résultats escomptés en vue d'assurer la survie de l'humanité et de lui garantir un avenir meilleur.

Je vous remercie.

www.prc.cm



**MESSAGE DU CHEF DE L'ÉTAT
A LA NATION**

A L'OCCASION DE LA FIN D'ANNÉE 2023
ET DU NOUVEL AN 2024.

Yaoundé 31 décembre 2023

www.prc.cm

Camerounaises, Camerounais,

Mes chers compatriotes,

Au cours de l'année qui s'achève, notre pays a été confronté à de nombreux défis.

Certains d'entre eux procèdent d'un contexte international de plus en plus difficile. D'autres relèvent de contraintes purement internes, anciennes pour la plupart.

Je voudrais d'entrée de jeu vous assurer, que malgré cette conjoncture difficile, nous avons continué à faire face. Ensemble. Comme la Nation unie et soudée que nous avons toujours été. Les yeux rivés vers un objectif. Le seul qui importe : Le progrès.

Comme par le passé, la conjoncture internationale a pesé de manière notable sur notre situation interne.

La persistance de la guerre dans l'Est de l'Europe a continué de perturber les circuits d'approvisionnement du marché mondial des produits de grande consommation.

Les prix des denrées alimentaires et les cours des ressources énergétiques n'ont dès lors pas cessé d'augmenter, en même temps que se durcissaient les conditions d'accès aux financements extérieurs.

La résurgence, en octobre dernier, du conflit israélo-palestinien, a exacerbé les clivages au sein de la communauté internationale et accapare désormais son attention.

Cette situation, comme il fallait s'y attendre, a eu des répercussions négatives sur notre pays. Elle a entraîné une augmentation généralisée des prix des produits de grande consommation et, par conséquent, du coût de la vie.

Elle a également générée des pénuries diverses, y compris en ce qui concerne les produits pétroliers.

Mes chers compatriotes,

les difficultés que je viens d'évoquer n'ont en rien entamé ma détermination à oeuvrer au bien-être des populations, qui m'ont fait et continuent de me faire massivement confiance. Loin s'en faut.

Malgré le contexte défavorable, le Gouvernement a, sous mon autorité, poursuivi son action avec une détermination accrue.

Les efforts méritoires, engagés après la pandémie du Covid-19, en vue de la reprise économique, ont produit des résultats appréciables. La résilience de notre économie s'est confirmée.

A preuve, notre taux de croissance a continué de progresser et est estimé à 3,9% en 2023, grâce notamment aux performances du secteur non pétrolier.

Les mesures de soutien à la consommation, mises en oeuvre par le Gouvernement, ont permis de maîtriser l'inflation et de la stabiliser à environ 6,7%.

L'exécution de multiples projets s'est poursuivie ou a été lancée dans différents domaines, afin de répondre aux aspirations des populations et d'améliorer leur bien-être.

Je voudrais m'attarder quelque peu sur les secteurs les plus sensibles.

Le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé et ses environs à partir du fleuve Sanaga est quasiment achevé.

Sa mise en service prochaine, permettra de résorber substantiellement le déficit en eau potable de la ville de Yaoundé.

Les études relatives au projet d'adduction d'eau potable à Douala et ses environs sont bien avancées. A terme, cette ville bénéficiera de 400 mille mètres cubes d'eau supplémentaires par jour.

Par ailleurs, le Gouvernement a engagé la remise à niveau des stations de production d'eau potable dans plusieurs villes secondaires, à l'instar de Dschang, Yabassi, Garoua-Boulai, etc.

Les efforts nécessaires continueront d'être faits pour réhabiliter et étendre les réseaux de distribution de cette précieuse ressource, à l'intérieur de nos villes et villages, afin de la rendre plus accessible aux ménages.

Des avancées considérables ont également été enregistrées dans le secteur de l'électricité, en vue de résorber le déficit énergétique de notre pays.

Environ 44 mille panneaux solaires, couvrant 40% des besoins en électricité dans nos trois Régions septentrionales, ont été installés.

Le barrage de Nachtigal, d'une capacité de 420 mégawatts, sera mis en service dans quelques jours.

L'usine de pied du barrage hydroélectrique de Lom Pangar sera également opérationnelle en 2024. Elle permettra d'accroître l'offre énergétique dans la ville de Bertoua et ses environs.

Plusieurs autres projets d'ouvrages hydroélectriques sont également envisagés ou en train d'être lancés. Il s'agit notamment des barrages de Kikot, de Minkouma, de Grand Eweng et de Bini à Warak.

A terme, la capacité installée de tous ces ouvrages va assurer à notre pays, l'autosuffisance en matière d'énergie électrique. Elle nous fera, en plus, accéder au statut envié de pays exportateur d'électricité.

Mes chers compatriotes,

Je sais à quel point les coupures récurrentes d'eau et d'électricité impactent votre quotidien et perturbent vos activités.

Je puis vous assurer que le Gouvernement ne ménage aucun effort pour améliorer la situation dans ces secteurs névralgiques.

J'ai prescrit à mes Services de veiller, auprès des administrations concernées, à la célérité tant des procédures administratives, que de la recherche des financements y afférents.

Les mêmes instructions ont été données, s'agissant de la nécessaire amélioration de la situation de nos infrastructures routières.

Cette problématique, vous devez le savoir, est au centre de mes préoccupations. Les défis en la matière sont nombreux. L'insuffisance des ressources financières en étant l'un des plus aigus.

Il me plaît toutefois de constater que, dans ce secteur également, nous progressons inexorablement.

Je me réjouis ainsi de ce qu'au cours de l'année qui s'achève, plus de 700 kilomètres de routes ont été bitumées ou réhabilitées, sur toute l'étendue du territoire national. De nombreux ouvrages d'art ont également été construits à cette occasion.

Les travaux de construction de la boucle de la Lékié, ainsi que des routes Kumba-Ekondo Titi et Babadjou-Bamenda, ont démarré et vont se poursuivre à un bon rythme.

S'agissant de la route Ebolowa-Kribi, les négociations avec les bailleurs de fonds, qui ont longtemps achoppé sur les questions environnementales, sont finalement en train d'aboutir. Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour que la construction de cette route, tant

attendue par les populations concernées, démarre effectivement en 2024.

J'ai récemment donné des instructions en vue de la réhabilitation de la route Ngaoundéré-Garoua. Les négociations se poursuivent également avec nos partenaires financiers, en vue de l'achèvement des travaux de construction de la route Mora-Dabanga-Kousséri et de la réhabilitation des routes Edéa-Kribi et Douala-Bafoussam.

La réfection des voiries urbaines se poursuit dans les villes de Maroua et de Ngaoundéré. Le programme y afférent va s'étendre à d'autres capitales régionales.

Les projets autoroutiers ne seront pas en reste au cours de l'année qui s'annonce, avec notamment le démarrage de la construction de la section urbaine de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen et celui de la phase 2 de l'autoroute Yaoundé-Douala.

En outre, face à la dégradation de la situation en la matière, j'ai prescrit au Gouvernement de trouver en urgence, une solution pérenne au problème du ramassage des ordures ménagères dans nos villes, en collaboration avec les Communes et les Communautés Urbaines.

***Camerounaises, Camerounais,
Mes chers compatriotes,***

Au cours des dernières semaines vous avez été confrontés à une pénurie de produits pétroliers qui vous a causé de nombreux désagréments. Pour faire face à cette situation, j'ai prescrit au Gouvernement des mesures urgentes permettant d'assurer l'approvisionnement continu du marché.

Les difficultés du secteur sont toutefois plus larges et plus complexes.

Vous devez savoir que dans le but de maintenir les prix à la pompe à leur niveau actuel, qui est largement inférieur à celui pratiqué dans les pays voisins, l'État doit, au prix d'importants efforts financiers, fortement subventionner les importations de produits pétroliers.

Le poids de ces subventions pèse lourdement sur notre budget et rétrécit considérablement les ressources, dont nous avons le plus grand besoin, pour apporter des réponses aux autres problèmes auxquels nos populations sont confrontées.

L'année dernière, le Gouvernement a été amené à procéder à un léger relèvement des prix des carburants à la pompe.

Grâce à cette mesure, la subvention des produits pétroliers, qui était de plus de 1000 milliards de Francs CFA en 2022, a été réduite à environ 640 milliards de Francs CFA en 2023.

Cependant, cette subvention continue de peser significativement sur le Trésor Public.

Nous n'aurons très certainement pas d'autre choix, que de la réduire de nouveau. Nous veillerons néanmoins à ce que les ajustements nécessaires n'impactent pas substantiellement le pouvoir d'achat des ménages.

A terme, la réhabilitation de la SONARA, dont j'ai prescrit l'accélération, devrait contribuer à améliorer la situation dans le secteur.

Mes Chers compatriotes,

Il est loisible de constater que malgré la bonne volonté des pouvoirs publics, la mise en oeuvre des différents projets devant permettre de répondre aux aspirations de nos populations se heurte à une contrainte majeure. Celle de l'insuffisance des ressources financières nécessaires.

C'est la raison pour laquelle je n'ai de cesse de prescrire au Gouvernement la rationalisation des dépenses publiques, de même que la recherche des voies et moyens supplémentaires d'accroître les ressources publiques.

S'agissant de la réduction des dépenses publiques, j'ai fermement réitéré au Gouvernement mes instructions antérieures visant à réduire les dépenses de fonctionnement.

La lutte contre la corruption et les détournements de deniers publics est, très clairement, un impératif pour la préservation des ressources publiques. Elle va connaître une intensification notable au cours de l'année qui s'annonce.

Le plan triennal intégré d'import-substitution pour la période 2024-2026, que j'ai prescrit au Gouvernement, participe également de mon souci de permettre à notre pays d'économiser de précieuses ressources.

Ce plan, en renforçant notre souveraineté alimentaire, devrait réduire l'impact négatif des importations sur notre balance commerciale. Le déficit y afférent est évalué à un peu plus de 1500 milliards de francs CFA par an.

S'agissant de l'accroissement des ressources publiques, il est nécessaire d'explorer de nouvelles pistes, face aux contraintes inhérentes à l'élargissement de l'assiette fiscale et à la baisse drastique des recettes pétrolières.

La mine solide, en particulier l'or, nous semble constituer à cet égard, une niche exceptionnelle de ressources financières.

Notre pays dispose en effet d'importantes réserves minières non exploitées que nous devons valoriser.

Je me réjouis du démarrage des projets miniers que j'ai annoncés l'année dernière, concernant l'exploitation des gisements de fer de Kribi-Lobé, Bipindi-Grand Zambi et Mbalam-Nabeba.

L'amélioration du climat des affaires est, à l'évidence, une condition essentielle à l'attraction des investissements étrangers, ainsi qu'à la création d'un secteur privé vigoureux, susceptible, grâce à une création dynamique d'emplois et de richesses, de faciliter notre accession à l'émergence.

La confiance dans le système judiciaire participe inévitablement de la perception du climat des affaires. La justice est, comme vous le savez, l'un des piliers de l'Etat de droit.

Il est donc impératif qu'elle agisse en toute impartialité et soit imperméable aux interférences de toute nature. Je voudrais vous assurer, qu'en tant que garant de son indépendance, je continuerai à prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement.

Mes chers compatriotes,

Permettez-moi à présent de dire quelques mots sur le secteur de l'éducation nationale. Malgré les efforts du Gouvernement, la sérénité n'y est en effet pas complètement revenue.

Pourtant, des efforts méritoires ont, de l'avis même des concernés, été consentis par le Gouvernement à cet égard.

En dehors des nombreuses mesures de divers ordres qui ont été prises par les administrations concernées, plus de 72 milliards de francs CFA ont été débloqués en 2023 pour prendre en charge les dépenses y afférentes.

Une provision complémentaire de 102 milliards de francs CFA

a également été constituée dans le budget de l'État, au titre de l'exercice 2024, afin d'apurer les dépenses résiduelles.

Il sera dès lors difficilement admissible que l'éducation de nos enfants continue d'être prise en otage par une frange d'enseignants, dont les motivations réelles semblent s'écartez des objectifs affichés.

Je voudrais être clair à cet égard. Autant je suis soucieux de voir les enseignants bénéficier des conditions appropriées pour l'exercice de leur noble métier, autant je suis intransigeant pour le respect du droit à l'éducation de notre jeunesse. Des mesures fermes vont à cet égard être prises pour veiller à ce que nos enfants ne se retrouvent pas victimes d'une éducation au rabais.

Un dialogue constructif se poursuivra par ailleurs avec les syndicats reconnus, pour progresser sereinement vers la prise en compte des aspirations et des préoccupations des enseignants.

Mes chers compatriotes,

Au plan sécuritaire, de nombreux accidents de la route ont continué d'endeuiller nos familles et de priver notre pays de ressources humaines précieuses.

Je voudrais le dire clairement, cela n'est pas acceptable ! J'en appelle une fois de plus au sens des responsabilités des conducteurs et des propriétaires des agences de voyage. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour assurer la sécurité des passagers et des autres usagers de la route.

Le Gouvernement pour sa part va renforcer ses efforts en ce qui concerne l'amélioration de l'état du réseau routier, mais aussi pour ce qui est de l'application vigoureuse des nécessaires mesures de prévention et de répression.

Mes chers compatriotes,

Grâce à la collaboration active des populations avec nos forces de défense et de sécurité, la situation dans les Régions du Nord- Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord s'est significativement améliorée.

Elle permet désormais la mise en oeuvre sereine des plans de reconstruction et de développement desdites régions.

Les exactions criminelles des terroristes n'ont cependant pas totalement disparu. Les populations civiles en sont malheureusement les principales victimes.

La ville de Mamfé a ainsi été, le 06 novembre 2023, le théâtre du massacre barbare d'une vingtaine de civils en pleine nuit.

Je condamne, avec la dernière énergie, de telles atrocités qui défient la raison et qu'aucune cause ne saurait justifier.

J'encourage nos concitoyens des régions en proie au terrorisme à continuer de collaborer avec les forces de défense et de sécurité, dont je salue la bravoure et le professionnalisme.

Je réitère à l'endroit des groupes armés mon appel à déposer les armes et à rejoindre les centres de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Je note avec satisfaction, qu'un nombre croissant de ces combattants, a effectivement répondu à cet appel ces dernières semaines.

Quant à ceux qui persistent dans la voie criminelle, qu'il s'agisse du terrorisme ou du grand banditisme, le sort qui les attend n'est pas enviable. Ils doivent savoir que notre volonté inébranlable d'assurer la sécurité de nos concitoyens ne faiblira pas.

Camerounaises, Camerounais,

Mes chers compatriotes,

Dans quelques semaines, nos Chers Lions Indomptables participeront à la 34^e édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football, qui se déroulera en Côte d'Ivoire. Je voudrais, en votre nom à tous, leur prodiguer tous nos encouragements et leur demander de défendre, comme par le passé, le drapeau de leur pays avec bravoure et honneur.

Je vous souhaite, à toutes et à tous, une bonne et heureuse année 2024.

Vive la République !

Vive le Cameroun !

www.prc.cm



www.prc.cm

Biographie du Président Paul BIYA

Son Excellence Paul BIYA est né le 13 février 1933 à Mvomeka'a dans l'arrondissement de Meyomessala, département du Dja-et-Lobo, région du Sud. Fils de Etienne MVONDO ASSAM et de Anastasie EYENGA ELLE.

S.E. Paul BIYA est le deuxième Chef de l'État du Cameroun. Il a accédé au pouvoir le 6 novembre 1982 après la démission du Président Ahmadou AHIDJO.

Études primaires et secondaires :

Juin -1948 : C.E.P.E. : Ecole Catholique de Nden ;

1948-1950 : Pré-Séminaire Saint Tharcissius à Edéa ;

1950-1954 : Petit Séminaire d'Akono;

Juin -1953 : B.E.P.C.

1954 -1956 : Lycée Général Leclerc de Yaoundé;

Juin -1955 : BACCALAURÉAT 1^{ère} PARTIE

Juin- 1956 : BACCALAURÉAT 2^{ème} PARTIE (SÉRIE PHILOSOPHIE);

Supérieures :

Au Lycée Louis Le Grand de Paris ;

A l'Université de Paris Sorbonne (Faculté de Droit) ;

A l'Institut d'Etudes Politiques de Paris ;

A l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-mer.

Diplômes :

A l'issue de ses études, il a obtenu les diplômes suivants :

1960 : Licence en Droit Public

1961 : Diplôme de l'Institut d'Études Politiques de Paris

1962 : Diplôme de l'Institut des Hautes Études d'Outre-mer (IHEOM)

1963 : Diplôme d'Études Supérieures en Droit Public.

Décorations :

- Grand Maître des Ordres Nationaux ;
- Commandeur de l'Ordre National, de classe exceptionnelle (République Fédérale d'Allemagne) ;
- Commandeur de l'Ordre National (Turquie) ;
- Grand Croix de l'Ordre National du Mérite Sénégalaïs ;
- Grand Officier de la Légion d'Honneur (France) ;
- Great Commander of the Medal of St-George (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;
- Grand Collier de l'Ordre du Ouissam Mohammadi (Royaume du Maroc) ;
- Great Commander of the Order of Nigeria (République Fédérale du Nigéria) ;
- Docteur Honoris Causa de l'Université de Mary- land (USA) ;
- Professeur Honoraire de l'Université de Beijing (République Populaire de Chine) ;

Titulaire de plusieurs décosrations de divers autres pays.

Carrière :**Octobre 1962**

Monsieur Paul BIYA est nommé Chargé de Mission à la Présidence de la République dès son retour de Paris.

Janvier 1965

Monsieur Paul BIYA est nommé Directeur de Cabinet du Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Culture.

Juillet 1965

Monsieur Paul BIYA est Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Culture.

Décembre 1967

Monsieur Paul BIYA est nommé Directeur du Cabinet Civil du Président de la République.

Janvier 1968

Tout en gardant le poste de Directeur du Cabinet Civil, M. BIYA se voit hissé aux fonctions de Secrétaire Général de la Présidence de la République.

Août 1968

Monsieur Paul BIYA est nommé Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République.

Juin 1970

Monsieur Paul BIYA devient Ministre d'État

Juin 1975

Monsieur Paul BIYA est nommé Premier Ministre de la République du Cameroun.

Juin 1979

La Loi N°79/02 du 29 juin 1979 fait du Premier Ministre le successeur constitutionnel du Président de la République.

06 novembre 1982

Monsieur Paul BIYA prête serment comme Président de la République du Cameroun, le deuxième de l'histoire du pays. Cette cérémonie se déroule au Palais de l'Assemblée Nationale, devant les élus du peuple, suite à la démission, le 4 novembre 1982, du Président Ahmadou AHIDJO.

Au moment de son accession à la magistrature suprême, Paul BIYA est le 1er Vice-président du Comité Central de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) et Membre du Bureau Politique de ce parti.

Elu Président de la République le 14 janvier 1984,
réélu le 24 avril 1988, le 11 octobre 1992

(première élection au suffrage universel direct avec multiplicité de candidatures au Cameroun),

le 11 octobre 1997, le 10 octobre 2001 et le 9 octobre 2011.

Elu Président de l'Union Nationale Camerounaise, le 14 septembre 1983.

Elu Président du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) après la transformation de l'UNC en RDPC le 24 mars 1985 à Bamenda.

En promulguant, le 19 décembre 1990, la loi sur les associations et les partis politiques, M. Paul BIYA a restauré le multipartisme au Cameroun (depuis le 1er septembre 1966, ce pays vivait à l'ère du monopartisme de fait).

A ce jour, plus de 200 partis politiques ont été légalisés. Le RDPC a obtenu la majorité absolue lors des élections législatives de mars 1997, de juin 2002, de juillet 2007 et de septembre 2013. Malgré ces victoires, le Président de la République a toujours choisi de former des gouvernements d'ouverture. Quatre partis sont représentés dans le gouvernement: le RDPC, l'UNDP, l'ANDP et le FSNC.

Les dernières élections législatives et municipales ont eu lieu le 30 septembre 2013. Elles ont été organisées par un organe indépendant, Elections Cameroon.

Publications :

Monsieur Paul BIYA est l'auteur d'un essai politique,
Pour le Libéralisme Communautaire,
éditions Marcel Fabre, Lausanne 1987.

Cet ouvrage a été traduit en anglais, en allemand et en hébreu.

Le Chef de l'État y annonce l'avènement du multipartisme (devenu officiel en 1990) après l'étape transitoire du parti unique.

Il explique son option pour le libéralisme économique et l'initiative privée tout en préconisant la solidarité nationale, la répartition équitable des fruits de la croissance, la justice propre aux diverses communautés qui forment la Nation.

Enfin, il réaffirme la nécessité de moderniser l'État et d'entretenir des relations de coopération avec les autres pays du monde.

Vie conjugale :

Son Excellence Paul BIYA est marié à Chantal Pulchérie BIYA.

Il est père de trois enfants : Franck BIYA, Paul BIYA Junior et Brenda BIYA EYENGA.

INDEX

A

Accord 8, 46, 47, 49
Afrique 7, 24, 37, 46, 47
Auto-Entrepreneur 15

B

Boko-Haram 29 50

C

Cemac 19, 20, 21, 22, 23 24, 25, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 35
Crise 8, 9, 13, 14, 21, 39, 40,
Covid-19 7, 21, 28, 39, 46, 56

D

Développement 7, 8, 9 13, 15, 18, 21, 23, 24, 28, 29, 34, 40, 43, 46, 47, 48,
49, 50, 64
Dialogue 7, 48, 50, 63

E

Economie 13, 19, 21, 22, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 35, 46, 47, 48, 49, 56, 73
Energie 13, 64

F

FMI 40

G

Gouvernement 15, 16, 17, 45, 50, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 72, 74

J

Jeunes 13 , 14 , 15, 16, 17, 18, 45
Jeunesse 11,16,17,18,63,70

N

Numérique 16,17, 18 ,51

P

Paix 9,29,30,43,46,47,48, 50
Partenaires 8,14,24,34,50,59
Peuple 21,22, 24, 27, 29, 34, 46 ,47, 71, 72

S

Sécurité 29, 40, 47, 48, 49, 63, 64
Sous-région 21, 22, 23, 24, 28, 29, 30

T

Technologie 48
Terrorisme 7,40,64

O

Opportunité 23